



Semaine pour les alternatives aux pesticides : Un événement familial et pacifique, organisé dans le cadre du Tour de France des alternatives aux pesticides, annulé du fait de menaces graves émanant de certains individus issus du monde agricole et de risques majeurs pour l'ordre public.

Les faits. Nous avons appris en début de semaine que des menaces émanant de certains agriculteurs avaient été proférées à l'encontre des organisateurs d'un événement pacifique et familiale prévu le 29 mars dans le cadre de la Semaine pour les alternatives aux pesticides¹. Du fait de ces menaces précises, et des alertes faites par les autorités sur des risques de débordements, ces organisateurs responsables ont répondu à une invitation des autorités préfectorales pour envisager les mesures à prendre. Parce que la confirmation par les autorités d'une présence plus que probable de personnes potentiellement mal intentionnées et du fait de risques majeurs de troubles, les organisateurs font preuve de responsabilité citoyenne et décident d'annuler cette journée. **L'événement devait accueillir de nombreuses familles avec de jeunes enfants, il n'était pas concevable pour l'organisation de mettre en danger ces populations venues profiter d'un événement festif et convivial.** La pression s'étant faite de plus en plus forte, le maire de la commune d'Allasac, lieu sur lequel devait se tenir cette journée, avait annoncé ses intentions d'interdire la marche citoyenne en raison des risques avérés en cette journée d'élection. A la demande des organisateurs de cette journée une réunion pour sortir de cette crise sera organisée dans les prochains jours par les pouvoirs publics. **Aujourd'hui, la situation est telle que le simple fait de parler du danger des pesticides représente un véritable risque pour ces lanceurs d'alerte.**

Des menaces de + en + fréquentes. Depuis le 20 mars dernier, début de la Semaine pour les alternatives aux pesticides, c'est la 2nde fois que des organisateurs sont l'objet de pression de certaines personnes du monde agricole. Le cas s'est produit en zone viticole, dans le Bordelais, où certains viticulteurs comptaient « venir en force » à l'un des événements. Les organisateurs ont immédiatement prévenus les gendarmes et ont reçu le soutien d'agriculteurs, et tout particulièrement de viticulteurs bios, qui se sont alors déplacés pour l'occasion. L'événement a été maintenu et s'est déroulé dans d'excellentes conditions.

« **Ces pressions et menaces, d'une fraction du monde agricole, sur les organisateurs d'un événement citoyen écologique et festif, dans le cadre de la 10^e Semaine pour les Alternatives aux Pesticides, sont inacceptables.** » soutient Paul François, agriculteur, Président de Phyto-Victimes

« **Elles constituent une atteinte grave aux libertés individuelles et à celles des associations, qui agissent dans le cadre de la loi républicaine.** » ajoute Pierre-Michel Perinaud, Président de l'Association appel des médecins limousins pour une réduction de l'usage des pesticides.

« **Nous demandons aux responsables agricoles nationaux et locaux de se désolidariser clairement et publiquement de tels agissements.** » poursuit François Veillerette, porte-parole de Générations Futures.

« **Nous demandons également aux autorités publiques de tout mettre en œuvre à l'avenir pour que les événements que nous organisons dans ce cadre puissent avoir lieu, au besoin en utilisant la protection policière, si malheureusement cela devait s'avérer nécessaire. Générations Futures, association agréée par le Ministère de l'environnement au niveau national, se réserve pour sa part la possibilité**

¹ <http://www.ongf.org/>

d'entreprendre toute démarche juridique nécessaire pour faire valoir ses droits dans cette affaire. »
déclare Maria Pelletier, Présidente de Générations Futures

« Il n'est pas acceptable, dans une démocratie, que certains se pensent en droit de menacer d'honnêtes citoyens du fait de leurs engagements pacifiques contre un modèle agricole qui, selon eux, les expose à des polluants toxiques et qui met en péril leur santé et celle de leurs enfants. Ces inquiétudes exprimées pacifiquement sont légitimes et doivent pouvoir se faire savoir sans crainte de représailles. Nos associations appellent les citoyens à renoncer à venir sur place le 29 mars pour montrer qu'ils ne peuvent cautionner toute forme de violence. » Conclut Fabrice Micouraud, porte-parole d'Allasac ONGF et administrateur de Générations Futures

Contact presse

Fabrice Micouraud- 0650224264
Nadine Lauverjat - 0687562754